

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
17, Rue de la Plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 11/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ASTRA RECYCLAGE

« Le Contour des Fontaines »
89600 Chéu

Références : 260142
Code AIOT : 0025500032

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement ASTRA RECYCLAGE, implanté au lieu-dit « Le Contour des Fontaines » - 89600 Chéu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection est réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure de régulariser la situation administrative des installations en date du 25 août 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASTRA RECYCLAGE
- « Le Contour des Fontaines » - 89600 Chéu
- Code AIOT : 0025500032
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise ASTRA RECYCLAGE exploite une installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux (rubrique 2713) et d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (rubrique 2712).

Elle est pour cela autorisée par arrêté préfectoral du 13 janvier 2014.

L'entreprise ASTRA RECYCLAGE exploite également une installation de tri/transit de déchets de déchets de bois et une installation de tri/transit de déchets non dangereux au titre des rubriques 2714 et 2716 de la nomenclature des ICPE, sans bénéficier des autorisations administratives, et pour lesquelles elle a été mise en demeure de régulariser la situation administrative.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 25/08/2025, article 1	Suppression ou fermeture, Amende	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas régularisé la situation administrative de ses installations de tri/transit de déchets de bois de déchets non dangereux.

Il ne respecte pas la mise en demeure du 25 août 2025.

Par ailleurs, les quantités de déchets présentes le jour de l'inspection sont encore plus importantes que lors de la précédente visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Mise en demeure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement ASTRA RECYCLAGE, sis lieu-dit « Contour des Fontaines » à CHÉU (89600), est mis en demeure, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de régulariser la situation administrative de son établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit en évacuant l'ensemble des déchets de bois et des déchets non dangereux dans les filières dûment autorisées ; • soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement conforme aux dispositions fixées aux articles L. 171-7 et suivants du Code de l'environnement au titre des rubriques 2714 et 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'établissement ASTRA RECYCLAGE fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour l'évacuation des déchets, celle-ci doit être effective dans les trois mois ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement, ce dernier doit être déposé dans un délai de 3 mois. L'établissement ASTRA RECYCLAGE fournit dans les deux mois les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'études...etc.).

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Constats :

L'inspection a été réalisée de manière inopinée.

Aucun dirigeant n'était présent sur site au moment de l'inspection. Seul le Chef de chantier était présent et a pu être rencontré.

Au préalable de l'inspection, il est important de prendre en compte que l'exploitant a déposé un porter-à-connaissance visant à :

- la prise en compte de l'activité de cisailage des vieilles ferrailles (rubrique 2791),
- la réalisation de l'activité de transit, tri, regroupement de déchets non inertes, non dangereux (rubriques 2714 et 2716), pour lesquels il a été mis en demeure, sous le régime de la déclaration.

Ce dossier a été jugé substantiel et l'exploitant a été invité à déposer un dossier de demande d'autorisation.

Lors de la visite sur site, il a été constaté que :

- pour ce qui concerne le stockage de bois : le volume global présent semble sensiblement identique à celui constaté lors de la précédente inspection. Au vu de la configuration du stockage, le volume estimé est d'environ 10 000 m³. L'activité reste donc soumise à enregistrement ;
- pour ce qui concerne le stockage de déchets non dangereux non inertes, il apparaît que les quantités de déchets stockés sont encore plus importantes que lors de la précédente visite d'inspection. La hauteur des déchets atteint environ 10 m en certains endroits (pour une hauteur réglementaire limitée à 6 m) et la surface de stockage s'est étendue. La quantification du volume stocké n'est pas aisée, cependant le volume peut être estimé entre 20 000 m³ et 30 000 m³. L'activité reste donc soumise à enregistrement.

Par ailleurs, les registres d'entrée et de sortie de déchets ont été fournis à l'inspection à la suite du contrôle. Il apparaît que depuis la dernière visite d'inspection du 4 juillet 2025 et jusqu'au jour de la présente inspection :

- 29 578 tonnes de déchets non dangereux non inertes ont été réceptionnées sur site,
- 11 855 tonnes de déchets non dangereux non inertes ont été évacuées.

Ainsi, l'exploitation des registres confirme l'impression visuelle sur site puisque 17 723 tonnes supplémentaires sont stockées sur site.

L'exploitant ne respecte pas la mise en demeure du 25 août 2025.

Par ailleurs, il est à noter que le stockage de déchets en mélange est à l'aplomb d'une ligne à haute tension traversant le site. En cas d'incendie sur site, le risque d'atteinte et de dégradation de cette ligne électrique n'est pas à écarter.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suppression ou fermeture, Amende
Proposition de délais : 1 mois